

SITE :

GARAGE ESPACE AUTO
80140 Oisemont

**AVENANT DU DOSSIER D'ENREGISTREMENT D'UN
SITE DE STOCKAGE, DEMONTAGE ET
DEPOLLUTION DE VEHICULES HORS D'USAGE
AU TITRE DES I.C.P.E. pour la rubrique : 2712-1 :**

*« Installation d'entreposage, dépollution, démontage ou
découpage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens
de transports hors d'usage. »*



Février 2019

Assisté de :

SARL ROUTIER ENVIRONNEMENT

19 rue Sadi Carnot

BP 20007 - 80140 OISEMONT

☎ : 03.22.25.05.30 - 📠 : 03.22.25.79.63

Courriel : contact@routier-environnement.com

www.routier-environnement.com

SOMMAIRE

PREAMBULE	3
Remarque 1 :	4
Remarque 2 :	4
Remarque 3 :	5
Remarque 4 :	6
Remarque 5 :	6
Remarque 6 :	6
Remarque 7 :	6
Insuffisance 1 :	7
Insuffisance 2 :	7
Insuffisance 3 :	7
Insuffisance 4 :	11
Insuffisance 5 :	11
LISTE DES ANNEXES.....	14

PREAMBULE

La présente demande d'enregistrement concerne un site de stockage, démontage et dépollution de véhicules hors d'usage déjà en place sur le site. L'objet de la présente demande de d'enregistrement répond à la rubrique 2712-1-b des ICPE.

Le projet se trouve sur la commune de Oisemont et il s'agit d'un bâtiment de stockage de véhicules accidentés ou hors d'état de fonctionnement avec démontage et dépollution. Le site se situe sur la parcelle cadastrale ZC-107 de la commune de Oisemont.

Remarque 1 :

En cas de mise à l'arrêt définitif des installations, l'é pétitionnaire propose de restituer le site à un état naturel, ce qui correspond à l'usage initial. Après analyse, la restitution du site à un état naturel n'est pas cohérente, car le sol est bitumé, des bâtiments sont présents et le site se situe en zone industrielle. En conséquence, le pétitionnaire doit confirmer la remise en état naturel du site en cas de mise à l'arrêt définitif des installations.

Réponses :

Il y a eu un *erratum* dans le dossier, effectivement une remise en état naturel n'est pas possible. La remise en état se fera de la façon suivante :

- L'alimentation en électricité et en eau seront coupées pour des questions de sécurité ;
- Les équipements servant aux activités du site seront enlevés ainsi que tout papiers, documents ou autres matériels ;
- Les camions de dépannage ne se trouveront plus sur site ;
- Les véhicules endommagés, en panne ou brulés seront retirés du site par une entreprise agréée ;
- Les produits et matériaux stockés sur site (batteries, huiles, ...) seront retirés du site par une entreprise agréée ;
- Le débourbeur-déshuileur sera nettoyé ;
- Une étude des sols et des sites pollués sera effectuée ;
- Sur le site, seul restera les bâtiments et le revêtement du sol.

Les travaux de remise en état vont éliminer les dangers tels que les produits polluants et d'incendie. L'accès au public étant interdit, des panneaux de signalisation d'interdiction d'accès seront associés à ces protections. Le site sera protégé par des clôtures ne devant pas être franchies.

Mise en sécurité du site

Le site sera fermé par un portail qui sera fermé à clé. Seules les personnes en charge des travaux et le maître d'ouvrage seront autorisés à entrer sur le site qui sera interdit d'accès au public.

Après cessation, le terrain sera désinfecté et vider de tous produits. Les risques incendie seront supprimés (panneau électrique, évacuation de véhicules restants) La végétation et le paysage au voisinage du site ne seront pas impactés par le projet.

Remarque 2 :

Un plan général des ateliers et des stockages indiquant les différentes zones de risque conformément au 3° de l'article 8 « Localisation des risques » de l'arrêté ministériel (AM) du 26/11/2012 est absent.

Réponses :

Le plan joint avec le document présente la localisation des risques

Remarque 3 :

Les éléments de justification du respect de l'article 11 « Comportement au feu des locaux » de l'AM du 26/11/2012 ne sont pas présents.

Réponses :

<p>Article 11 :</p> <p>Comportement au feu des locaux.</p> <p>I. Réaction au feu.</p> <p>Les parois extérieures des locaux abritant l'installation sont construites en matériaux A2 s1 d0. Le sol des aires et locaux de stockage est incombustible (de classe A1fl).</p> <p>II. Résistance au feu.</p> <p>Les locaux présentent les caractéristiques de résistance au feu minimales suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'ensemble de la structure est a minima R 15 ; - les murs séparatifs entre deux cellules de travail sont REI 120 ; - les murs séparatifs entre une cellule, d'une part, et un local technique (hors chaufferie) ou un bureau ou des locaux sociaux sont REI 120 jusqu'en sous-face de toiture sauf si une distance libre d'au moins 10 mètres est respectée entre la cellule et ce bureau, ou ces locaux sociaux ou ce local technique. Les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. <p>III. Toitures et couvertures de toiture.</p> <p>Les toitures et couvertures de toiture répondent à la classe BROOF (t3), pour un temps de passage du feu au travers de la toiture supérieure à trente minutes (classe T 30) et pour une durée de la propagation du feu à la surface de la toiture supérieure à trente minutes (indice 1).</p>	<p>Le sol des aires et du bâtiment est en béton et donc sont incombustibles (A1fl). La toiture de la zone de stockage est en tôle en acier (avec isolant type M1) ayant une épaisseur de plus de 0,4 mm possédant une classe BROOF (t3). Les murs des locaux (bâtiment des dépanneuses et bureau) sont en béton cellulaire possédant une caractéristique REI 120 (épaisseur 20cm), ils sont de classe A1. Les parois extérieures sont de classe A1 (supérieur à A2). L'ensemble de la structure est supérieur à R 15.</p>
--	---

Remarque 4 :

La voie engin n'est pas visible clairement sur les plans du dossier conformément à l'article 13 II. « Accessibilité des engins à proximité de l'installation »

Réponse :

Voir le plan en annexe du dossier.

Remarque 5 :

Le pétitionnaire indique dans le dossier que la hauteur de clôture est de 2 mètres (page 15 et annexe 7) et de plus de 2,5 m (page 28) alors que l'article 15 « Clôture de l'installation » de l'AM mentionne au moins 2,5 m de haut.

Réponse :

La clôture de l'installation fait 2 mètres avec un accès principal à l'est du site. Pour répondre à cette prescription, le déclarant s'engage à relever la clôture de 50 cm quelques mois après dépôt du présent dossier. Les autres accès sont réservés à l'entrée et la sortie des dépanneuses. Les issues sont fermées en dehors des heures d'ouverture.

Remarque 6 :

Le plan de positionnement des équipements d'alerte et de secours n'est pas compris dans le dossier conformément à l'article 21

Réponses :

Voir le plan joint en annexe.

Remarque 7 :

Le pétitionnaire mentionne de façon très succincte à la page 43, la dépollution des VHU. Il est attendu un descriptif détaillé concernant le protocole de dépollution des VHU conformément à l'article 42

Réponse :

Tout d'abord, le véhicule à dépolluer, démonter est amené avec un clark dans la zone prévue à cet effet. Ensuite, les fluides du véhicule (huiles, liquide de freins, ...) sont retirés pour être mis dans les bacs de rétention. Une pompe sert à vider le carburant pour être transféré vers les bacs de rétention (stockage). Les liquides comme l'huile sont récupérés dans des bacs placés sous le véhicule avant d'être transférés vers les bacs de stockage. Le liquide de refroidissement est également récupéré à l'aide d'une pompe. Une pompe pour le climatiseur permet le transfert des fluides polluant vers les bacs de stockage.

La batterie, les filtres à particule les convertisseurs catalytiques sont également retirées pour être stockées dans des bacs prévus à cet effet. Les airbags sont neutralisés, les réservoirs GPL/GNV sont retirés pour être stockés. Les pare-chocs avant et arrière sont également démontés et stockés.

Les roues sont ensuite enlevées du véhicule à l'aide d'un appareil décrit ci-après pour être stockées à l'emplacement prévu. Les pare-brises avant et arrière sont retirés à l'aide de l'appareil prévu à cet effet. Les filtres à huile et à carburant sont également enlevés pour être stockés dans des bacs hermétiques. Pour finir, les pots catalytiques sont retirés et stockés. Le reste du véhicule est ensuite stocké sur le site avant d'être retiré par une entreprise agréée VHU.

Insuffisance 1 :

Les superficies des zones affectées à l'entreposage, la dépollution, le démontage ou le découpage de VHU ne sont pas mentionnées dans le dossier.

Réponse :

La zone de stockage de produits retirés des VHU (batteries, huiles, liquides de refroidissement, carburants, ...) et des pneus possède une superficie de 38 m².

La zone de stockage pour les véhicules brûlés est de 80 m².

La zone de stockage pour les véhicules accidentés est de 266 m².

La zone de stockage pour les véhicules en panne est de 600 m².

Les zones de dépollution et de démontage sont de 77 m².

Le bâtiment des dépanneuses est de 571 m² et le bureau (vestiaires, archives) est de 84 m².

Le découpage et le démontage total ne s'effectuent pas dans le site. Les véhicules dépollués (sans batterie, huiles pneus, ...) sont retirés par une entreprise agréée VHU.

Insuffisance 2 :

Une demande de dérogation est sollicitée par le pétitionnaire pour une échelle de 1/500 au lieu de celle de 1/200. Il est nécessaire de rajouter un plan ou des plans à l'échelle 1/200 comprenant l'affectation des constructions et terrains avoisinants et le tracé de tous les réseaux enterrés existants notamment pour la gestion des eaux de ruissellement et des eaux pluviales afin de bénéficier d'une meilleure visibilité et compréhension des installations.

Réponse :

Voir plan en annexe au format A0

Insuffisance 3 :

Le pétitionnaire mentionne de façon non exhaustive aux pages 14 et 15 les moyens techniques. Il est attendu plus de précisions concernant les équipements utilisés afin d'effectuer les opérations d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de VHU.

Réponse :

Un clark est utilisé pour amener le véhicule à dépolluer et à démonter au niveau de la zone prévu à cet effet.

Liste du matériel pour le découpage, démontage et la dépollution des véhicules :

Clark :

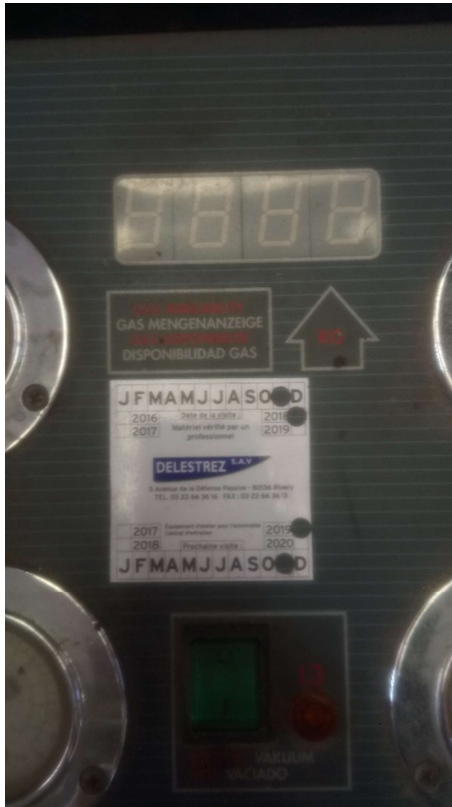


Pompe afin de vidanger les fluides des véhicules

Appareil de découpage des pare-brises :



Appareil pour vidanges des climatisations :



Machine à pneu (retire les pneus) :



Bac de récupération des fluides (soucoupe supérieur = mise sous les véhicules) :



Insuffisance 4 :

La commune de Oisemont n'a pas été consultée concernant l'usage futur du site lorsque l'installation sera mise à l'arrêt définitif.

Réponse :

Voir attestation sur l'honneur du maire de Oisemont en annexe.

Insuffisance 5 :

Le pétitionnaire n'a pas vérifié si ses installations sont compatibles avec le plan départemental d'élimination des déchets ménagers et assimilés.

Réponse :

Le projet se base sur les objectifs de réduction des déchets émis par le plan et montre les mesures pour permettre le respect des objectifs.

Déchets organiques :	Réponses :
Promouvoir le compostage à la source	Il n'y aura pas de produits alimentaires et de restes sur le site. Une machine à café peut être éventuellement présente dans les futurs vestiaires mais la consommation sera très faible (1 personne sur le site). Les déchets seront pris par la collecte publique
Lutter contre le gaspillage alimentaire	Pas de restes de repas sur le site
Déchets papier :	
Mettre en œuvre une opération STOP PUB et garantir l'ajustement des tirages	Pas de boîte aux lettres sur le site
Promouvoir la réduction des consommations de papier de bureau	Des archives seront présentes sur le site et ces papiers n'iront pas aux déchets. Les papiers de bureau seront limités aux stricts minimum et cohérents aux besoins. Il y aura peu de consommation car le bureau prévu servira uniquement d'accueil. Les déchets papiers

	seront récupérés par la commune pour recyclage.
Déchets d'emballages :	
Effectuer des achats minimisant les emballages	Les emballages seront récupérés par le réseau de collecte public. Le déclarant s'engage à effectuer des achats avec peu ou sans emballages dans la mesure du possible
Promouvoir l'eau du robinet	Un robinet sera présent sur le site au niveau des futurs vestiaires. L'eau consommée proviendra uniquement du robinet
Privilégier l'achat d'écorecharges	Les éco-recharges seront privilégiées lors des achats de produits (nettoyants, ...)
Privilégier l'achat de produits en vrac ou à la coupe	Pas concerné sur le site
Minimiser l'emploi de sacs jetables	Pas concerné sur le site
Favoriser les produits consignés	Des gobelets seront utilisés sur le site pour la consommation d'eau
Déchets divers :	
Promouvoir la réutilisation des objets	Les objets tels que les gobelets ou les feuilles de papier seront réutilisés dans la mesure du possible
Minimiser l'usage des textiles sanitaires	Seul du papier toilette sera dans les futurs sanitaires
Lutter contre les achats superflus	Les achats seront sur les stricts besoins du site
Promouvoir la réutilisation des vêtements	Pas concerné
Promouvoir la prévention dans les entreprises	Les employés seront incités à limiter leur consommation (papier, plastique, ...) afin de limiter les déchets bureautiques

	et autres. Les déchets issus de l'activité du site (dépollution, démontage) répondent à la réglementation ICPE.
--	---

LISTE DES ANNEXES

ANNEXE 1 : PLAN au 1/200

ANNEXE 2 : PLAN DE LOCALISATION DES
RISQUES

ANNEXE 3 : ATTESTATION SUR L'HONNEUR